

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2017

Volume XVIII

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

INTRODUCTION

PAR

GILLES ANDREANI (*) et FRÉDÉRIC BOZO (**)

Les deux articles ci-après dressent un bilan critique de l'action extérieure de la France pendant la présidence de François Hollande. Les auteurs s'interrogent sur la capacité de *leadership* de la France, qu'ils voient décliner, dans la gestion du dossier, difficile entre tous, de la crise syrienne, comme dans le rôle personnel du Président sortant en politique étrangère.

Manon Nour-Tannous montre une diplomatie française qui, dès la fin du mandat de Nicolas Sarkozy, occupe une position en pointe dans l'opposition à Bachar al Assad, dont Alain Juppé, puis Laurent Fabius ont prématurément réclamé, sinon anticipé, le départ. En parallèle, la France joue un rôle important dans l'organisation de la représentation extérieure de l'opposition syrienne et la formation d'un groupe d'Etats acquis à sa cause. Ce rôle diplomatique a contrasté avec l'aptitude limitée de la France à modifier le rapport de forces sur le terrain, dont l'évolution a été de plus en plus défavorable aux thèses françaises. Il en est résulté une marginalisation politique de la France dans un dossier syrien qui échappe aujourd'hui aux cadres multilatéraux qui avaient sa préférence au départ.

Jean-Yves Haine dresse quant à lui un bilan d'ensemble du quinquennat de François Hollande en politique étrangère. Il montre que l'ordre du jour a été dominé par la menace terroriste et par une succession de crises, certaines gérées avec succès comme le Mali, d'autres moins. Tout en reconnaissant ces circonstances difficiles, il formule deux critiques principales : placées sous le signe d'un état d'urgence permanent, les interventions françaises ont été menées dans un cadre politique peu cohérent et sans prêter suffisamment d'attention au risque de dispersion des moyens et d'enlèvement qu'elles comportaient, en particulier au Sahel ; en Europe même et dans sa relation avec l'Allemagne, on ne relève aucune initiative notable de la France pendant cette période.

(*) Conseiller maître à la Cour des comptes (France) et professeur associé à l'Université Panthéon-Assas (France).

(**) Professeur à l'Université Sorbonne Nouvelle (France).

On pourra juger ces deux analyses sévères au regard de la difficulté intrinsèque de la crise syrienne et du contexte créé par les attaques terroristes qui se sont succédé sur le sol français depuis janvier 2015. Elles conduisent néanmoins à réfléchir sur le défaut de *leadership* français au sein de l'Union européenne et sur le décalage entre les ambitions et les moyens qui marque par ailleurs la gestion des crises auxquelles a été confrontée la France sous la présidence de François Hollande.